

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOI

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 56
Excusés : 18
Absents : 6

REUNION DU 12 AVRIL 2021

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-ET-UN, le LUNDI DOUZE AVRIL à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le SIX AVRIL DEUX MILLE VINGT-ET-UN, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

<u>ETAIENT PRESENTS</u>	Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, M. ASENSI François, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BRAIHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, M. DRIEU Fleury, Mme DUBOE Nicole, Mme FAOUZI Hanane, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, M. HAN Bo, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, Mme LEFEVRE Bénédicte, M. MARAN Max, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, M. MUSQUET Jean-Marie, Mme PERRON Christine, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SAULIERE Gilles, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, M. ZANGRILLI François.
<u>EXCUSES</u>	Mme BENAMMOUR Mérim, Mme BOUTHORS Jacqueline, Mme DA COSTA Marie-Lyne, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, M. DESRUMAUX Denis, M. FERREIRA Lino, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme LAGARDE Aude, M. LAGARDE Jean-Christophe, M. LASTAPIS Michel, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, Mme MEYER Karine, Mme PINHEIRO Amélie, Mme YERRO Georges-Marie,
<u>AYANT DONNE POUVOIR A</u>	Mme BRAIHIM Marwa, Mme LAGNEAU Muriel, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BELMOUDEN Fatima, M. GESELL Quentin, M. LAPORTE Pierre, M. CARRE Julien, M. MILLARD Jean-Luc, M. SAULIERE Gilles, M. ZANGRILLI François, M. MEIGNEN Thierry, M. BAILLON Jean-François, Mme MENDES Odette, Mme FAOUZI Hanane, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. HAN Bo, M. CHAUSSAT Jacques, M. DACHIVILLE Romain,
<u>ABSENTS</u>	M. BELOUCHAT Rachid, Mme BOUR Patricia, M. CHAVAROC Grégory, M. EL KOURADI Fouad, Mme KHATIM Karima, Mme YOUSSEF Mélissa.
<u>SECRETAIRE DE SEANCE</u>	M. BAILLON Jean-François

DELIBERATION N°49 – AMENAGEMENT – Approbation d'une convention d'intervention foncière entre la ville de Dugny, l'EPT Paris Terres d'Envol et l'établissement public foncier d'Île-de-France (EPFIF)

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Quentin GESELL,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.5219-5,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.210-1, L.211-1, et suivants L.213-1 et suivants, L.240-1 et suivants, R.211-1 et suivants, et R.213-1 et suivants,

Vu le décret n° 2006-1140 du 13 septembre 2006 portant création de l'établissement public foncier d'Île-de-France (EPFIF),

Vu le bureau du conseil d'administration de l'EPFIF, réuni en séance en date du 2 octobre 2019 portant approbation de la mise en œuvre d'une convention d'intervention foncière entre la commune de Dugny, l'EPT Paris Terres d'Envol et l'EPFIF,

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Dugny n°DEL.2021.004 en date du 11 février 2021

Considérant le Plan local d'urbanisme (PLU) de Dugny dont la révision générale a été approuvée par délibération du conseil de territoire du 3 février 2020, et notamment son projet d'aménagement et de développement durable (PADD) et ses orientations d'aménagement et de programmation (OAP), ainsi que la modification simplifiée n°1 approuvée par délibération du conseil de territoire du 7 décembre 2020,

Considérant l'ensemble des enjeux de développement urbain de la commune, et notamment sa volonté de procéder à la redynamisation du centre-ville, abordée sous l'angle du renforcement de la qualité des espaces publics, de l'offre de services et de commerces et d'une intensification maîtrisée des constructions résidentielles et de la protection du tissu pavillonnaire, ainsi qu'à la requalification, la protection et l'aménagement du quartier de la Comète,

Considérant par ailleurs que la commune de Dugny accueillera le Village des médias des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, constituant un nouvel éco quartier de plusieurs centaines de logements une fois les Jeux passés, et qu'en réponse à ce projet d'envergure la volonté de la commune d'assurer la redynamisation de son centre-ville prend tout son sens,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20210412-49-12-04-2021-DE
Date de télétransmission : 23/04/2021
Date de réception préfecture : 23/04/2021

Considérant qu'un diagnostic foncier permettant d'identifier des périmètres mutables a été réalisé sur ce secteur dans le cadre d'une étude urbaine pilotée par la SPL Le Bourget-Grand Paris qui accompagne la commune et l'EPT dans leurs réflexions,

Considérant qu'en parfaite cohérence avec sa démarche, et afin de se doter des moyens d'assurer dans le cadre de ce dossier la maîtrise foncière nécessaire à la réalisation des projets à venir dans les secteurs déterminés par les opérations d'aménagement et de programmations (OAP) inscrites au PLU, la commune souhaite conclure une convention d'intervention foncière avec l'EPFIF avec son protocole foncier,

Considérant que dans le cadre de ses différentes interventions, l'EPFIF est compétent pour réaliser, pour le compte des collectivités, toutes acquisitions foncières et immobilières sur les sites et périmètres définis par la convention, dont la réalisation d'actions de nature à sécuriser les biens et à en faciliter l'aménagement ultérieur, les biens acquis par l'EPFIF ayant vocation à être cédés pour la réalisation d'opérations spécifiques de logements et/ou d'activités économiques,

Considérant que dans le cadre de la mission de l'EPFIF, la commune a identifié un potentiel de mutation à court ou moyen terme et des enjeux urbains majeurs, nécessitant de disposer d'un levier d'intervention foncière à travers de cet Etablissement, sur les secteurs dit « Cœur de ville » et de « la Comète »,

Considérant que le secteur du Cœur de ville s'inscrit dans un processus actif de maîtrise foncière et celui de la Comète dans un processus de veille foncière, et que ces deux périmètres retenus sont en effet susceptibles de faire l'objet de cessions pour lesquelles la commune et de l'EPT souhaite être vigilante sur leur devenir,

Considérant dans ce contexte le souhait de la ville et de l'EPT de construire un partenariat avec l'EPFIF qui a vocation d'accompagner et de créer les conditions de mise en œuvre des opérations des collectivités par une action foncière en amont, ainsi que par une mise à disposition de toute expertise en matière foncière,

Considérant que le bureau du conseil d'administration de l'EPFIF a approuvé le principe d'une convention d'intervention et réservé à cet effet une enveloppe d'un montant de 6 millions d'euros hors taxes,

Après en avoir délibéré :

- **Approuve** les termes de la convention d'intervention foncière et le protocole foncier entre la commune de Dugny et l'établissement Public Foncier d'Ile-de-France tels qu'annexés à la présente délibération.
- **Autorise** le Président de l'EPT Paris Terres d'Envol, ou son représentant, à signer la convention d'intervention foncière et le protocole foncier, annexés à la présente délibération, ainsi que tous les actes et documents nécessaires à leurs exécutions.
- **Dit** que la présente convention et le protocole foncier prennent effet à la date de sa signature par toutes les parties et s'achèvera au plus tard le 31 décembre 2025.
- **Précise** que le dispositif de la présente délibération sera transmis dans le mois, pour affichage, aux communes membres et publié dans un recueil des actes administratifs de l'EPT Paris Terres d'Envol.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr

Adopté à l'unanimité

Le président
Bruno BESCHIZZA

